

UNIVERSITE D' ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d' Economie, de Gestion et de Sociologie

Département Economie

Second cycle - Promotion sortante

Mémoire de maîtrise :

PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR

Réalisé par : RASOLOFO Harimalala Sylvianne

Encadré par : Monsieur ANDRIAMANDRAINIRINA Stéphane

Date de dépôt : 15 Janvier 2007

Année Universitaire : 2005-2006

REMERCIEMENTS

De nombreuses personnes ont contribué à l'élaboration de ce document. Leur intervention et leur soutien m'a été d'une aide précieuse que ces personnes trouvent ici ma plus profonde reconnaissance.

De même, veuillez agréer Monsieur ANDRIAMANDRAINIRINA Stéphane, mes remerciements les plus sincères pour vos soutiens et attributions que vous avez fait.

LISTES DES ABREVIATIONS

CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées

DSRP : Document Stratégique pour le Réduction de la Pauvreté.

MPME : Micro, Petites et Moyennes Entreprises

OCDE : Organisation de Coopération et Développement Economiques

PIB : Produit Intérieur Brut

PIP : Programme d'Investissements Publics

PME : Petites et Moyennes Entreprises

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

SOMMAIRE

Remerciement

Introduction

<u>PARTIE 1 : PRESENTATION DE L'ECONOMIE MALGACHE.....</u>	<u>6</u>
<u> CHAPITRE 1 : LA REALITE DE L' ECONOMIE MALGACHE.....</u>	<u>6</u>
<u>A- Le contexte régional.....</u>	<u>6</u>
<u>B- La réalité de l'économie malgache.....</u>	<u>9</u>
<u> CHAPITRE 2 : LES FACTEURS DE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR.....</u>	<u>14</u>
<u>A- Au niveau institutionnel.....</u>	<u>14</u>
<u>B- Au niveau social et territorial.....</u>	<u>15</u>
<u>C- Au niveau de l'économie.....</u>	<u>17</u>
<u> CHAPITRE 3 : LES EFFETS POTENTIELS DES PROBLEMES DU DEVELOPPEMENT....</u>	<u>20</u>
<u>A-La persistance des tensions inflationnistes</u>	<u>20</u>
<u>B-L'allocation optimale et efficace des ressources publiques et privées.....</u>	<u>21</u>
<u>PARTIE 2 : ANALYSE DES PROBLEMATIQUES.....</u>	<u>24</u>
<u> CHAPITRE 1 : LE DEVELOPPEMENT LOCAL.....</u>	<u>24</u>
<u>A- Le concept de développement local.....</u>	<u>24</u>
<u>- La notion de local</u>	<u>24</u>
<u> CHAPITRE II : SUGGESTIONS POUR LA REALISATION DU DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR.....</u>	<u>32</u>
<u>A- Politique sectorielle.....</u>	<u>33</u>
<u>B- Réforme institutionnelle</u>	<u>36</u>

Conclusion

Annexe

Liste des abréviations

Bibliographies

INTRODUCTION

Le développement est un ensemble de changements observables dans le système économique et social et qui conditionnent la croissance. Il est aussi une action quantitative qui implique des changements dans les structures démographiques, sociales et mentales favorisant et accompagnant la croissance économique.

Ainsi, depuis plus d'un demi-siècle, le développement économique et social des pays africains est au centre de la réflexion et de l'action des économistes. Pourtant, l'économie de développement est un chapitre récent de la science économique. Et en marge de cette dernière, des réactions se faisaient jour qui mettaient l'action sur la recherche d'un meilleur développement économique.

En effet, l'économie du développement fait appel à des outils non plus théoriques mais pratiques afin de toucher le cœur du développement de chaque nation. Ces outils ne sont autres que des politiques de développement censées dynamiser les facteurs de production nationale.

Parallèlement à cela, le présent mémoire parle des problématiques de développement de Madagascar en portant l'attention sur la grande richesse de la culture, la complexité des structures familiales, l'art de la vie sociale et la capacité de résoudre les tensions psychologiques.

Deux parties seront proposées dans le cadre d'analyse. La première consacrée à la présentation de l'économie Malgache. Dans la deuxième partie sera développée l'analyse des problématiques en parlant du développement local et en donnant quelques suggestions de politique de développement pour Madagascar.

PARTIE 1 : PRESENTATION DE L'ECONOMIE MALGACHE

CHAPITRE 1 : LA REALITE DE L' ECONOMIE MALGACHE

A- Le contexte régional

Madagascar compte 6 provinces dont 22 régions ayant des réalités socio- économiques différentes. Ces provinces sont caractérisées par des différences de situation et de développement considérable. Pour analyser les problématiques de développement à Madagascar, il est indispensable de marquer les grandes lignes de cette différenciation régionale.

1- La province d'Antananarivo

La province d'Antananarivo est le plus peuplé (33% de la population sur 11% du territoire national)¹. Elle se distingue des cinq autres provinces par une densité de population très élevée, une prolifération des activités économiques informelles, un environnement en voie d'épuisement, un niveau d'équipement insuffisant (équipement concernant les voies de communication, l'assainissement et l'adduction d'eau) et des poches de pauvreté croissantes.

La province est caractérisée par une homogénéité ethnique et une forte densité urbaine due à l'enclavement et à l'insécurité. De plus, 80% à 85% des ménages ont un revenu moyen de 1,7million par an². Par conséquent, la proportion d'urbains vivant en dessous du seuil de pauvreté a cessé d'augmenter.

Au niveau social, la demande de logements dans la capitale est passée de 8800 logements en 1985 à 12300 logements en 2000. De même, la population scolaire au niveau primaire, secondaire est de 285000 dont 39% fréquentent les écoles privées. Enfin, on peut voir aussi que les formations sanitaires sont de plus en plus fréquentes et l'éloignement de la formation est compris entre 3 à 10 kilomètres³.

2- La province de Toamasina

Elle est caractérisée par la vétusté du réseau de communication, l'absence d'électricité, la rareté de l'eau potable, du problème d'assainissement dans les zones urbaines ainsi que de tous les éléments qui concourent à la fragilisation de l'état sanitaire de la population. Notons que la disponibilité en médicaments est d'environ 25% des besoins⁴. Les classes sont surchargées, les

¹ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.55

² Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.55

³ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.55

⁴ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.57

Problématique du développement à Madagascar

maîtres souvent absents, l'absence d'équipements et la sous alimentation hypothèquent l'avenir des enfants.

En parlant du développement humain, Toamasina dispose d'atouts sérieux. Comme le port pour le trafic de marchandise nationale (banane, litchis, café, girofle), le graphite et le raffinage pétrolier.

Du point de vue écologique, le côté Est était couverte d'une forêt tropicale humide, le secteur Nord constituait un massif de forêts primaires denses pratiquement intact, le plus vaste de l'île. Actuellement, il est fortement entamé par le « tavy ».

Dans cette province, la dégradation des services sociaux touche les couches les plus défavorisées de la population. En effet, en matière de santé, les zones rurales de la province disposent d'un médecin pour 20.000 à 27.000 habitants⁵. Cependant, le système éducatif est complet y compris une université de 3500 étudiants⁶. Mais le problème le plus important apparaît au niveau de l'enseignement de base. Une moyenne de 60 élèves par classe, un manque aigu de matériel et d'équipements, des instituteurs souvent absents donnent un faible taux du passage du primaire au secondaire.

Par ailleurs, les perspectives du développement sont inquiétantes. Pour 550.000 hectares cultivables, il y a 880.000 actifs⁷. Donc, beaucoup trop pour la productivité des sols et la rentabilité des exploitations. Par conséquent, le paysan n'a plus besoin de plus value monétaire, il en est réduit à une agriculture de subsistance.

3- La province de Mahajanga

Cette province n'abrite que 13% de la population. C'est donc la densité la plus faible du pays⁸. La population est composée d'ethnies mélangées avec de nombreux migrants, ces derniers sont indispensables au développement mais la nécessité traditionnelle de retourner vers leurs racines empêche, à longue échéance, tout investissement durable. Quand ils repartent chez eux, les migrants emmènent leurs économies.

Au niveau de l'économie, le sous-sol est riche en minerais (fer, bitumes, pierres d'ornements...) et pourrait faire de cette province le pôle de développement industriel du pays. Il ne faut pas oublier que cette province est largement drainée par un réseau hydrographique qui met à la disposition de la population un capital eau susceptible de dynamiser l'énergie, l'agriculture et la pêche. Mais les principales contraintes environnementales de l'Ouest sont l'insécurité et la faible densité de la population.

A niveau social, la situation est précaire : un seul médecin pour 39.000 habitants et un sage

⁵ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.57

⁶ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.57

⁷ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.57

⁸ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.57

femme pour 22.000⁹, il en est de même pour la scolarité : les classes sont insuffisantes (125 élèves par classe au primaire).

4- La province de Tuléar

La densité moyenne de cette province est de 11,4 habitants par km² (2 millions d'habitants)¹⁰. Mais les conditions de vie sont rudes, le climat sec et les précipitations irrégulières. Les réserves d'eau se trouvent essentiellement dans le sous-sol. De plus, cette province est un lieu de migration car durant la saison sèche, les jeunes partent vers les villes, les côtiers quittent vers le nord de l'île.

En outre, la région a des potentialités certaines : une zone littorale biologique très riche, une végétation principalement constitué de steppe boisée résistant à la sécheresse avec quelques îlots de réserves naturelles en forêt, des atouts culturels, paysagers et écologiques très important pour le tourisme.

Au niveau social de nombreux problèmes mettent en cause les conditions de vie de la population tels que la sécheresse, la famine cyclique, les problèmes d'assainissement et le taux de mortalité infantile important. Cette situation s'explique par le niveau de vie très bas de la population majoritairement à vocation agricole et le fort taux d'analphabétisme. Seulement 8% de la population est actif¹¹.

5- La province d' Antsiranana

Cette province est la plus petite du pays : 7,5% de la surface pour 10% de la population. Par contre, elle réalise 31% des recettes d'exploitation du pays. 80% des habitants sont des agriculteurs et les ménages cultivent en moyenne deux hectares¹². La pression sur la terre est forte et les rendements ne parviennent pas à produire assez pour la consommation locale. La province doit importer du riz. Heureusement la production de viande et du poisson permette de dégager des surplus alimentaires et commerciaux.

Le Nord présente un relief accidenté, un haut risque cyclonique, une forte pluviométrie. Ainsi, les risques environnementaux résident dans les difficultés de la voie de communication. Le risque d'érosion et de dégradation des sols élevés, l'irrigation et le drainage ne sont pas maîtrisés. Par ailleurs, les potentialités de cette province sont constituées par une biodiversité importante, des sols fertiles, une zone favorable et riche en culture d'exploitation. Enfin, elle est le plus fermée sur elle-même car le pourcentage d'échange avec le reste du pays est très faible.

⁹ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.58

¹⁰ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.58

¹¹ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.59

¹² Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.59

6- La province de Fianarantsoa

Elle est le plus hétérogène du pays car il y a de l'espace. On constate la diversité du climat, la faible densité de la population et le développement qui évolue en dent de scie. En 15 ans, la population de cette province a augmenté de 66%¹³. Mais cette population est mal répartie.

Au niveau de l'économie, le revenu est faible dans le secteur primaire du à L'épuisement des terres. De ce fait, la région ne produit que 20% de ses besoins vivriers¹⁴. Et dans le secteur secondaire, les possibilités d'emploi restent faibles.

Au niveau social, dans le domaine de l'éducation, elle est marquée par la fermeture des écoles. Les causes sont l'isolement, le banditisme et le délabrement des locaux. En matière de santé, la relative densité des formations ne peut cacher les carences du système. En effet, le rythme de vaccination des enfants est lent surtout dans les zones isolées où les mauvaises conditions d'accueil poussent les patients vers les guérisseurs traditionnels. Enfin, la province n'assure pas l'approvisionnement en eau potable à sa population. Mais des réseaux plus ou moins entretenus existent dans les grandes villes.

Ainsi, la croissance démographique est la principale source du problème de développement à Madagascar. Certes, la croissance économique n'est pas suffisante pour offrir aux Malgaches des conditions de vie simplement décentes, mais le pays est suffisamment vaste pour être exploité de façon équilibrée et en respectant l'environnement. Il s'agit alors d'un besoin de redéploiement humain sur l'ensemble du territoire.

B- La réalité de l'économie malgache

1- Bilan des performances économiques

Madagascar vit sous ajustement structurel depuis 20 ans environ avec les résultats contrastés. Le faible niveau de revenu à Madagascar est issu du long processus caractérisé, entre autre, par une faiblesse croissance économique qui résulte un niveau relativement bas de l'investissement et un taux démographique élevé.¹⁵

La mise en place d'un programme de stabilisation et d'ajustement structurel vers le début des années 1980 a permis d'atteindre une croissance économique positive en termes réels à la fin de la décennie. Et dans ce cas, l'inflation a été restée à un taux moyen élevé de 4% par ans¹⁶.

Cependant, cet élan est brisé en 1991. Le taux de croissance économique par habitant est

¹³ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.60

¹⁴ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994, p.60

¹⁵ D'après le DSRP, le niveau de l'investissement est bas et correspond au moins de 15 % de PIB. Tandis que le taux démographique est de l'ordre de 3%.

¹⁶ DSRP Juillet 2003, p.2 et pour les détails voir annexe 1

Problématique du développement à Madagascar

tombé à $-2,7\%$ entre 1991 et 1996. le PIB par habitant atteint son niveau le plus bas en 1996 ; tandis que l'inflation a atteint son niveau le plus élevé en 1994 –1995 (+de 50%)¹⁷

Les bonnes performances réalisées depuis 1997 et matérialisé par un taux de croissance moyen de $4,1\%$ et une croissance positive du revenu réel par tête de $1,3\%$ sur la période 1997-1999 sont encourageante. Mais elles sont insuffisantes si l'on veut réduire la pauvreté à Madagascar. Ainsi, l'inflation ralentie pour atteindre un taux moyen de $5,9\%$.¹⁸

2- L'économie malgache

Malgré les performances économiques réalisées, le problème de l'endettement de Madagascar reste encore entier à cause de la dépendance extérieure. De plus les inégalités considérables dans la distribution sectorielle des productivités et la désarticulation du système économique s'ajoutent.

- Les inégalités sectorielles de productivité :

Les inégalités de productivités sont largement répandues et communes et, même dans les pays développés, le progrès n'est jamais égal mais toujours localisé dans les industries nouvelles. Cependant, dans les pays développés, il existe des forces économiques puissantes qui tendent à diffuser les bénéfices du progrès à l'ensemble du corps économique, notamment par les ajustements de prix, par la tendance à l'égalisation des salaires d'un secteur à l'autre, et par celle à l'égalisation du taux de profit.

Ces forces agissent de telle manière que le centre de gravité de l'économie tend à se déplacer vers les secteurs les plus progressifs. Il en résulte que l'inégalité enregistrée dans la distribution du produit par tête est toujours relativement modérée. La distribution sectorielle de la population active et celle du produit, au lieu d'être sensiblement parallèles, sont divergentes à l'extrême. Ainsi, dans l'ensemble du tiers-monde, la population rurale constitue de deux tiers à quatre cinquième de la population totale, selon les régions et les pays, tandis que le produit de l'agriculture dépasse rarement deux cinquième du PIB¹⁹. Les forces qui diffusent le progrès, dans les économies développées, n'opèrent pas.

- La désarticulation du système économique

Cette absence de communication entre les différents secteurs de l'économie sous-développée provient de la désarticulation de celle-ci. L'économie développée constitue un tout cohérent,

¹⁷ DSRP Juillet 2003, p.2 et pour les détails voir annexe 1

¹⁸ DSRP Juillet 2003, p.2 et pour les détails voir annexe 1

¹⁹ J.M Albertine « les mécanismes du sous développement », Edition économie et humanisme, Paris, 331p

composé de secteurs qui procèdent entre eux à des échanges- que l'on dit « interindustriels » ou « intersectoriels » importants.

Ainsi paraissent-ils complémentaires, solidaires les uns des autres ? Les industries extractives et l'énergie fournissent aux industries de base principales leurs matières premières principales, qui alimentent les industries légères et l'agriculture modernisée, qui à leur tour, fournissent les produits de consommations. Au contraire, l'économie sous-développée est constituée de secteurs juxtaposés qui n'effectuent entre eux que des échanges marginaux, car l'essentiel de leurs échanges se fait avec l'extérieur. Certains de ces secteurs sont constitués par quelques grandes entreprises souvent étrangères et filiales de grandes unités internationales dont les centres moteurs sont extérieurs à l'économie sous-développée.²⁰

Les richesses minières exploitées par ces grandes unités minerais et pétrole ne sont pas destinées à alimenter sur place des industries d'aval, mais exportées, pour alimenter des ensembles industriels complexes dans le monde développé. Dans les pays sous-développés les plus évolués, des ensembles d'industries légères étrangères ou nationales existent parfois. Mais, par suite de la déficience des industries de base, ces industries de consommation finale sont très fortement dépendantes de l'extérieure qui leur fournit équipements et semi-finis. Elles n'ont alors pas d'effets « intégrateurs » et, s'adressant directement à la consommation finale, elles ne procèdent entre elles qu'à des échanges mineurs. Il en est de même des secteurs du « tertiaire » transports, commerce et services financières greffée sur l'économie étrangère. L'agriculture elle-même est constituée parfois de secteurs juxtaposés : l'un fermé sur lui-même, vivant en autosubsistance, l'autre fournissant pour l'exportation des « produits de plantation ». Mais cette image d'une juxtaposition simple des secteurs agricoles « traditionnel » et « moderne » ne correspond pas toujours à la réalité, loin de là. Très souvent, ce sont en effet les mêmes agriculteurs qui produisent à la fois des produits vivriers et des produits d'exportation. Il est vrai que dans ce cas, le plus souvent, les produits vivriers ne sont destinés que très marginalement à la consommation commercialisée locale, l'essentiel étant auto consommé. Autrement dit, la commercialisation de l'économie rurale s'opère principalement à partir de la demande étrangère (pour l'exportation) et locale. De plus, cette agriculture même commercialisée est peu modernisée et ne consomme guère de produits industriels (engrais, machines...)²¹.

La désarticulation empêche le développement d'un secteur quelconque d'avoir des effets d'entraînement sur les autres. Ces effets sont transférés à l'extérieur, dans les pays fournisseurs : les secteurs de l'économie sous-développée dominante. A son tour, cette désarticulation est son corollaire, les inégalités de productivité, se manifestent par une structure de la distribution du PIB et

²⁰ J.M Albertine « les mécanismes du sous développement », Edition économie et humanisme, Paris, 331p

²¹ Y.GAUFFRAU, « Gestion économique », édition Foucher, Paris 1997

des investissements très différents de celle qui caractérise les pays développés.

- La dépendance économique extérieure

La dépendance extérieure est la résultante de cette situation. Elle se manifeste d'abord sur le plan du commerce extérieur. Le pourcentage que les exportations représentent dans le PIB des pays sous-développés est extrêmement variable allant de trois à soixante pour cent.²² Mais tous les pays sous-développés pris individuellement ou collectivement présentent cette particularité non seulement que leurs exportations sont constituées très largement de base minérale ou agricole et leurs importations de produits manufacturés -fait bien connu - mais surtout que l'essentiel de leur commerce se fait avec les pays développés, tandis qu'au contraire l'essentiel du commerce des pays développés se fait entre eux. Ainsi donc, pris globalement, le tiers monde est beaucoup plus dépendant de ces échanges avec le monde développé que celui-ci n'est à l'égard de celui là. Cette inégalité de dépendance mutuelle qui est à l'origine de l'échange inégal permanent : le transfert des économies dominées aux économies dominantes, dont les manifestations sont multiples et constituent le thème de recherche sur la détérioration du terme de l'échange.

La dépendance commerciale est aggravée par une dépendance financière de plus en plus lourde. La raison fondamentale en est que les investissements de capitaux étrangers dans les pays sous-développés engendrent automatiquement un flux inverse de transferts de profits des pays dominés vers les pays fournisseurs de capitaux. Aux taux moyens de rémunération du capital, qui sont de l'ordre de quinze à vingt pour cent. Le reflux des profits ne tarde pas à l'emporter sur le flux des investissements de capitaux et, à partir d'un certain niveau de « mise en valeur », la balance des paiements extérieurs se retourne. Ce retournement, très caractéristique de révolution historique des pays sous-développés, traduit le passage de la phase de « mise en valeur » du territoire nouvellement ouvert au capital à la phase de son « exploitation de croisière ». L'absence d'effets d'entraînement de l'investissement étranger en pays sous-développé prive celui-ci du rôle de catalyseur du processus d'accumulation qu'il a pu avoir dans le cas d'investissement étranger en pays à structure capitaliste.²³

Dans les conditions de l'investissement étranger en pays sous-développé, l'équilibre de la balance de paiement exige alors une croissance très rapide des exportations, non seulement plus rapide que celle du PIB, mais encore que celle des importations. Or, de nombreuses forces tendent à accélérer la croissance des importations des pays développés, dont les principales sont :

- l'urbanisation accompagnée de l'insuffisance de la croissance de la production agricole

²² J.M Albertine « les mécanismes du sous développement », Edition économie et humanisme, Paris, 331p

²³ Y.GAUFFRAU, « Gestion économique », édition Foucher, Paris 1997

vivrière, qui oblige à des importations croissantes des produits alimentaires de base

- la croissance trop rapide des dépenses administratives, disproportionnée par rapport aux possibilités de l'économie locale, largement due au fait de l'intégration au monde international contemporain et des obligations qui en découlent,
- l'insuffisance du développement industriel et le déséquilibre des structures industrielles (prédominance trop exclusive des industries de consommation), qui imposent l'importation des biens d'équipements et des biens intermédiaires²⁴.

Le jeu combiné de toutes ces forces rend alors les pays sous-développés (comme Madagascar) dépendants d'une aide extérieure qui tend à devenir « courante », c à d à permettre seulement de surmonter les crises les plus graves sans résoudre le problème fondamental du déséquilibre structurel grandissant. Ce phénomène de dépendance est caractéristique de notre époque, depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

²⁴ Y.GAUFFRAU, « Gestion économique », édition Foucher, Paris 1997

CHAPITRE 2 : LES FACTEURS DE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR

L'un des problèmes majeurs du blocage de développement à Madagascar se situe au niveau de l'organisation de l'Etat.

A- Au niveau institutionnel

1- L'instabilité politique

Depuis une décennie, Madagascar a choisi de s'engager dans la voie démocratique. Sur le front démocratique, il a ainsi réalisé un véritable bond en avant par rapport à la situation qui prévalait jusqu'à la fin des années 80.

Malgré ces avancées indiscutables, la crise politique constitue un coût d'arrêt de la démocratisation à Madagascar²⁵.

Cependant, si la démocratie malgache est malade, ce n'est pas de ses électeurs mais de son Etat et de ses élites politiques.

L'instabilité politique constitue ainsi l'un des problèmes principaux de l'Etat Malgache. Un exemple de cette instabilité, les différentes crises politiques dont la plus récente ont été celle de 2002. Ces crises entraînent un système d'enclavement dont le barrage a été une forme le plus extrême. Ainsi, la politique économique Malgache se situe à la politique d'ouverture et du dynamisme industriel, discutable mais réel de la zone franche auquel les entrepreneurs malgaches n'ont pas participé.

2- La faillite des administrations centrales

Avec l'orientation des bailleurs de fonds vers la démocratisation, la faillite des administrations centrales constitue un blocage pour le développement. Cette situation est due à une volonté politique qui n'est pas forte que celle officiellement proclamée de la part des ministères centralisateurs. De plus, les moyens techniques et financiers sont insuffisants pour faire face aux besoins créés par la mise en place d'un Etat de droit. Enfin, la faiblesse des expériences accumulées en matière de gestion locale et l'absence de cadres adéquatement formés et motivés accentuent la faillite.

Par ailleurs, la mauvaise sensibilisation des fonctionnaires dramatise la situation existante. Par conséquent, l'importance des projets par rapport à la problématique du pays et à la globalité de l'approche suivie sera négligée.

En général, l'Etat joue l'interventionnisme, comme la politique de dévaluation. Mais, il

²⁵ On parle de la crise de 1972, la crise politique de 1991 et la crise de 2002

Problématique du développement à Madagascar

n'assume pas ses fonctions régaliennes. On le constate par exemple au niveau de la santé et de l'exploitation agricole. Ce qui nous amène à voir les problèmes situés au niveau social et territorial.

B- Au niveau social et territorial

1- Secteur santé

Au regard du nombre et en termes de densité spatiale, l'infrastructure sanitaire est relativement satisfaisante dans le Nord et dans la partie orientale de Madagascar. Il en va de même pour les zones côtières du Sud Est. En revanche, dans les régions de l'Ouest et du Sud, cette densité est très faible. Mais dans la mesure où ces zones sont relativement peu peuplées, la ration par habitant y est relativement élevée²⁶.

En effet, les types de maladies qui affectent le plus la population sont le paludisme et les infections respiratoires (respectivement 25,8% et 23,3% des malades). En outre, la diarrhée est la maladie qui affecte le plus les enfants de moins de 5 ans. Ces enfants sont aussi victimes d'un retard de croissance à cause de leur état de malnutrition et de la faiblesse du taux de vaccination²⁷.

Concernant les problèmes de santé liés à la sexualité et à la procréation, on peut relever la précocité de l'âge de la première naissance²⁸.

Le très faible niveau de revenu de la population constitue une des causes majeures de leur faible recours aux services de santé. A cela s'ajoutent l'éloignement, voire même l'inexistence des centres sanitaires et de personnel médical dans certaines localités ainsi que la non-disponibilité des médicaments et la participation aux frais sanitaires.

2- Secteur éducation

En 1999, près de la moitié de la population est analphabète, dont 61% issus du milieu rural (contre le tiers pour le milieu urbain). Le taux net de scolarisation du primaire est de 70,1%. Ce phénomène est plus accentué en milieu rural²⁹.

Le faible scolarisation et l'analphabétisme sont dus à plusieurs facteurs : coûts de la scolarisation (fournitures scolaires, ...) élevés, le travail des enfants qui subventionne les dépenses de leur famille et l'éloignement par rapport aux établissements scolaires, etc.

En tout, la faiblesse des dépenses publiques totales dans ce secteur constitue une cause majeure

²⁶ Direction générale du plan, Direction de la Planification Régionale, « Image régionale de l'économie Malgache », juin 1996, p.129

²⁷ DSRP, juillet 2003, p.5

²⁸ D'après le DSRP en 1997, 36% des 15-19ans sont déjà mères contre 29% en 1992.

²⁹ DSRP, juillet 2003, p.4

Problématique du développement à Madagascar

des problèmes observés en matière d'éducation.

3- Secteur agricole

A Madagascar, 70 à 80% de la population vivent dans le secteur agricole. Par conséquent, l'agriculture demeure l'activité prédominante à Madagascar. Elle représente 43% du PIB³⁰. Les cultures vivrières sont les plus répandues et sont destinées, pour une part dominante à l'autoconsommation. La superficie moyenne cultivée par les ménages agriculteurs est de 1,2 hectares³¹. Cette petite taille de superficies exploitées rend la mécanisation difficile. L'accès de ces paysans pauvres aux intrants agricoles, aux techniques nouvelles de production et aux crédits est également très faible.

Selon l'enquête effectuée par l'INSTAT en 1997, l'agriculture malgache englobe 1,5Millions de petits exploitants individuels qui assurent la mise en valeur des prix de 95% des terres cultivées. Donc, les grandes exploitations sont rares et le système de production est souvent accès vers la culture d'autosubsistance du fait de possibilité d'extrants et de modernisation.

En fait, ces principaux obstacles trouvent leur origine notamment dans l'imprécision de droit foncier et les structures et de l'administration foncière. La sécurité foncière est peu répandue à Madagascar. Pourtant, c'est un élément important de transition vers l'économie de marché et elle constitue un blocage pour les investissements de secteur agricole. Seulement 10% du territoire national sont immatriculés légalement³².

L'absence de titre foncier légal représente également un handicap pour l'investissement à long terme, notamment par rapport à l'accès au crédit bancaire. Les banques ne disposent d'aucune garantie de recouvrement dans le milieu rural. En effet, le système financier Malagasy s'appuie sur des gages en particulier, sur la terre pour délivrer des crédits. Et l'absence des garanties est alors un des facteurs de blocage au développement des crédits.

On peut constater que la croissance annuelle de la production de la branche agriculture a évolué en dents de scie au cours de la dernière décennie. Parmi les causes de cette récession, certaines touchent le producteur dans l'exercice de l'activité productive ; et d'autre engendre la difficulté que les paysans rencontrent dans la vente de ses productions³³.

D'où, les conséquences sont d'autant multiples que désastreuses : accélération des phénomènes d'érosion, pertes de matières organiques et baisse de fertilité des sols, appauvrissement des

³⁰ Direction générale du plan, Direction de la Planification Régionale, « Image régionale de l'économie Malgache », juin 1996, p.53

³¹ DSRP, juillet 2003,p.6

³² Direction des Domaines et des Services Fonciers, « Lettre de la politique foncière, Antananarivo, 8 février 2005.

³³ Les problèmes rencontrés par le producteur sont multiples. Mais ici, on en parle que les problèmes d'intrants et de technologies, les problèmes d'infrastructures routières, les problèmes fonciers, les problèmes de financement et les problèmes liés à la demande comme la faiblesse de revenu.

Problématique du développement à Madagascar

fourrages, disparition de la couverture forestière des ressources, baisse de la productivité agricole, phénomène de sécheresse et de désertification, etc.

C- Au niveau de l'économie

1- L'économie de subsistance

D'abord, l'économie malgache repose sur une économie de consommation des biens industriels importés étant donné la spécialisation trop forte des exportations dans les produits primaires. Alors que la dynamique du commerce mondial s'effectue autour des produits manufacturés.

Ensuite, le mauvais fonctionnement des marchés, la multiplication des systèmes de prix ainsi que des marchés parallèles n'a pas amené un développement suffisant du secteur concurrentiel.

Depuis longtemps, l'autosubsistance est dévalorisée. Elle est synonyme non seulement de pauvreté mais de facteur déblocage du développement. Parmi les causes directes de l'économie de subsistance, l'isolement géographique et l'absence de marché ont fait partie. L'isolement géographique est contraignant. L'absence de voie de communication et de marché oblige les paysans à consommer ceux qu'ils produisent et seulement ceux qu'ils produisent.

En effet, l'étroitesse des marchés ruraux ne permet pas la vente des produits à des quantités voulues.

Les fluctuations du cours des produits agricoles entraînent aussi des variations dans les niveaux de vie. Ainsi, le producteur a intérêt à conserver ses produits et à les consommer car des frais de commercialisation sont élevés et l'irrationalité économique a été constatée par le producteur en passant par le marché.

Par ailleurs, l'économie de subsistance est une obligation et un refuge pour le producteur. Ces avantages sont certains et elles sont adaptées à son état de pauvreté.

Dans beaucoup de domaines, l'économie de subsistance n'a que de vertu ne serait ce qu'en matière d'alimentation. Les producteurs sont confrontés, chaque année au problème de soudure. Et aujourd'hui encore, des secours alimentaires sont nécessaires chaque fois que les circonstances climatiques sont défavorables et notamment lors du passage de cyclones.

2- L'inefficience des investissements

En raison du poids du secteur public, de la bureaucratie et de l'inefficacité du système financier, les investissements que ceux soient privés ou publics sont inefficaces.

D'abord, les politiques macroéconomiques ont été généralement marquées par d'importants déficits budgétaires, une surévaluation du taux de change réel, d'autres dispositifs protectionnistes, et basées sur des conjonctures irréelles et insoutenables à long terme. Elles ont fréquemment

débouché sur des déséquilibres chroniques de la balance courante, une croissance de la dette extérieure insoutenable, des pressions inflationnistes et la stagnation du secteur exportateur.

De plus, l'irrégularité des cours débouchent sur une instabilité des recettes fiscales et des disponibilités en devises étrangères peu propices aux décisions engageant le moyen et le long terme cette inefficacité des investissements.

Et à cause de l'environnement non stable, non saine et non incitatif, on constate une fuite au niveau des capitaux étrangers.

Au total, il en résulte une considérable rigidité de l'offre qui ne facilite pas la mise en œuvre des mesures d'ajustement.

D- Au niveau de la relation avec l'extérieur

La réalisation des projets et le développement du commerce nécessitent une coopération. Mais le problème se situe par la pression plus grande des demandes d'investissement qui entraîne une instabilité financière, le renchérissement des taux d'intérêt et le développement à grande échelle de la spéculation.

En effet, de 1974 à 1991, on assiste à un approvisionnement continu du pays, se manifestant par :

- une décroissance du niveau de vie par habitant de l'ordre de 4%,
- une augmentation du nombre d'habitant vivant au-dessus du seuil de pauvreté,
- une stagnation et qui se manifeste par un faible croissance du secteur primaire
- une désindustrialisation et une stagnation du secteur secondaire,
- la réduction du taux de couverture mondial,
- une chute de taux d'épargne supérieur à la réduction du taux d'investissement³⁴.

Ainsi, Madagascar concoure au recours aux financements extérieurs, c'est à dire l'endettement. Ce dernier est le fruit d'une politique d'investissement à outrance financée par des emprunts extérieurs à des conditions onéreuses. Cependant, les difficultés d'organisation et de gestion des entreprises d'Etat n'ont pas eu d'effets positifs sur l'économie. En conséquence, la balance des paiements est déficitaire. Le service de la dette explose à la fin de 1979 avec un endettement de 2milliards de dollars. Et le premier accord avec le FMI date de 1980. Depuis 1981, Madagascar vit grâce aux aides à la balance de paiements. Au 31 décembre 1996, le stock de la dette extérieure de Madagascar s'élève à 3.123,818 millions de DTS dépendance financière (dettes et aides)³⁵.

En revanche, l'incapacité de l'OMC à jouer un rôle régulateur s'ajoute au problème d'endettement. Ce qui entraîne des guerres commerciales inter- blocs dans laquelle Madagascar n'a aucun rôle actif et se trouve complètement marginalisé.

³⁴ PAS, p.7

³⁵ PAS, p 7

CHAPITRE 3 : LES EFFETS POTENTIELS DES PROBLEMES DU DEVELOPPEMENT

A- La persistance des tensions inflationnistes

L'économie de Madagascar est désarticulée et sous exploitée. Pour qu'il n'y ait pas de désarticulation, les agents économiques devraient se professionnaliser sinon les problèmes d'investissement et de financement s'accroissent. Dans cette situation, il se peut que l'inflation persiste au fil du temps. On peut donc présenter une économie selon quatre secteurs : le secteur réel et les comptes nationaux, le secteur gouvernemental ou les finances publiques, le secteur bancaire ou la monnaie et le crédit, le secteur extérieur ou la balance des paiements. A cela s'ajoute le secteur privé.

1- Le secteur réel

On peut approcher le secteur à travers la production et/ou les dépenses.

La demande globale d'un pays est constituée, d'une part, de la demande de consommation et de la demande d'investissement, d'autre part, de la demande extérieure nette (montant des exportations diminuées du montant des importations). Ici, les exportations et les importations sont les concepts de la comptabilité nationale qui recouvre les transactions sur biens et services non-facteurs.

Avec, une consommation gouvernementale élevée, l'offre sera supérieure à la demande, le prix va augmenter. D'où, l'inflation par la demande.

2- Le secteur public

Dans le secteur gouvernemental, deux éléments sont à retenir : les recettes fiscales et non fiscales ainsi que certains transferts en provenance de l'étranger au titre des ressources et les dépenses³⁶. Si les ressources sont inférieures aux dépenses, il y a un déficit budgétaire. Le problème majeur est évident : le financement. Dans le cas où il n'y aurait pas de financement pour les secteurs privés, on en déduit l'absence d'investissement. De ce fait, pas de production privée et comme le crédit à l'Etat est limité à cause de la privatisation, l'inflation va augmenter. D'où la persistance des tensions inflationnistes.

3- Le secteur monétaire

³⁶ Les recettes fiscales composées de l'impôt direct et indirect, l'IBS, les droits de douane, ...

Les recettes non fiscales concernent le bon de trésor, la recette sur la privatisation, les patrimoines de l'Etat, ...

Les transferts en provenance de l'étranger concernent aux APD, aux emprunts, aux subventions, aux dons, ... et les dépenses concernent le fonctionnement des ministères et les programmes d'Investissement Public (PIP) et PIC.

Problématique du développement à Madagascar

Le secteur monétaire se présente comme un bilan avec une partie de ressource et une partie d'emploi. La dette à vue du système bancaire correspond au montant de la monnaie en circulation sous forme de billet et de dépôt. Il s'agit du stock de monnaie offert par le système bancaire. En effet, le stock de monnaie a deux contreparties essentielles, d'une part, les variations des avoirs extérieurs nets, d'autre part, le crédit intérieur net composé du crédit net au secteur gouvernemental et du crédit au secteur privé.

Si le crédit net au secteur gouvernemental a été minimisé, le crédit au secteur privé augmente. Par conséquent, l'avoir extérieur net augmente ou diminue la masse monétaire en circulation entraînant une augmentation de l'inflation.

4- Le secteur extérieur

En d'autre terme, le secteur extérieur concerne à la comptabilisation des entrées et sorties de devises.

Ainsi, l'endettement extérieur net ou l'avoir extérieur net est obtenu par la somme des capitaux privés. Si la variation de cet endettement extérieur net est négative ce qui signifie qu'il n'y a pas de réserves, donc on aura une diminution de la masse monétaire qui entraîne par la suite, une augmentation de la demande de monnaie. Le taux d'intérêt va augmenter et l'investissement diminue, l'entrée des devises bascule d'où l'inflation.

5- Le secteur privé

En parlant du secteur privé, l'idée qui vient à l'esprit est le paiement des impôts car il constitue le financement de l'Etat et que les entreprises devraient payer des impôts.

Si les impôts perçus par le secteur privé diminuent, l'épargne va augmenter. Donc, on peut investir. Mais si les impôts sont élevés, l'épargne va par la suite diminuer le secteur public ne peut pas investir. D'où la persistance du problème d'investissement et de financement.

On peut dire que la persistance des tensions inflationnistes se repose sur la capacité du secteur privé à investir et sur le moyen de financement de l'Etat.

B- L'allocation optimale et efficace des ressources publiques et privées

1- Le budget des collectivités territoriales

Les collectivités territoriales décentralisées Malgaches sont pauvres. L'addition de tous les budgets de tous les Faritany et de tous les Fivondronana réunis soient les deux principaux niveaux de collectivités territoriales décentralisées par rapport aux transferts opérés à partir du budget général.

Les ressources varient fortement pour un même niveau de collectivité (ici les Fivondronana), en fonction de la nature rurale ou urbaine de celui-ci. Les Fivondronana urbains bénéficient de recettes qui sont sans communes et dont le budget annuel se situe, en générale, entre 40 et 100 millions de

Fmg³⁷.

2- Les investissements publics et privés

On regroupe sous cette appellation les investissements réalisés par les personnes publiques (Etat, collectivités territoriales, sociétés et établissements publics) quelque soit les sources de financement mobilisées (ressources internes, prêts, subventions...).

En effet, les investissements publics font l'objet d'une programmation triennale glissante dans le cadre du PIP. La première tranche du PIP constitue la partie investissement de la loi de finance ; après retrait des investissements programmés notamment par les CTD. La programmation et le suivi de l'exécution du PIP prennent en compte la répartition régionale des investissements depuis 1993³⁸.

En matière de financement, selon les provinces, la part prise par les financements sur les ressources propres et par les différents bailleurs de fonds peut varier de façon importante.

En matière de réalisation, la répartition régionale fait ressortir le caractère prédominant quelque soit les provinces considérées ; des investissements réalisés dans l'infrastructure et dans une moindre mesure dans le secteur productif. De ce fait, l'initiative des secteurs privés est essentielle pour le développement de l'économie nationale. Précisément, ce sont les secteurs privés qui investissent dans le secteur productif. Cependant, il existe différentes contraintes pour que ses allocations ressources soient optimales et efficaces.

D'abord, la capacité d'absorption est faible car il manque de projets provenant des MPME, des ménages et des citoyens. De plus, on ne peut pas affronter la mondialisation sur une base économique, sociale, culturelle, éducationnelle car la mondialisation est un environnement structurel. Ensuite, la tendance lourde de l'économie (colonisation, politique économique efficiente) remet en cause les politiques de développement car la plupart des Malgaches sont pauvres. Par conséquent, l'investissement n'est pas rentable. L'environnement n'est pas sain, ni stable ni incitatif. A cause du non maîtrise de l'inflation, l'instabilité des prix et l'inefficacité de la politique économique, cet environnement devient défavorable au développement de l'économie nationale.

La relation interne ne permet pas d'avoir un environnement de proximité c'est-à-dire l'économie ne se conçoit pas sans que les citoyens ne sont pas éduqués parce qu'ils doivent changer leur comportement pour défendre leur droit.

³⁷ Direction générale du plan, Direction de la Planification Régionale, « Image régionale de l'économie Malgache », juin 1996, p.115

³⁸ Direction générale du plan, Direction de la Planification Régionale, « Image régionale de l'économie Malgache », juin 1996, p.135

Problématique du développement à Madagascar

En conclusion, l'allocation des ressources tient compte de plusieurs facteurs : la mondialisation, la politique économique antérieure, la reconfiguration interne et le redéploiement externe. Ce qui nous amène à faire une analyse plus concrète au niveau local.

Ainsi, la possibilité de mobiliser des impôts locaux intervient de manière déterminante au niveau des ressources des Fivondronana. Les Fivondronana urbains sont, de ce point de vue, dans une situation beaucoup plus favorable que les autres. A ceci vient s'ajouter des transferts de l'Etat qui sont proportionnellement plus élevés pour les collectivités territoriales décentralisées urbaines que pour les autres. En effet, les moyens financiers dont disposent les collectivités territoriales décentralisées les condamnent à se cantonner dans la couverture des seules dépenses de fonctionnement qui sont à leur portée au détriment des dépenses d'entretien des bâtiments et équipements publics.

Par conséquent, l'investissement demeure inexistant sauf dans quelques Fivondronana urbains tels Antananarivo, Antsirabe I ou encore Toamasina.

PARTIE 2 : ANALYSE DES PROBLEMATIQUES

CHAPITRE 1 : LE DEVELOPPEMENT LOCAL

A- Le concept de développement local

Le concept de développement local est récemment reconnu par différents pays de sa pertinence multiforme. Quand on parle de développement local, de quel développement s'agit-il ? Est-ce d'un développement culturel ? Économique ? De micro-actions ? Le concept de développement local et les pratiques qui s'y rattachent se caractérisent par la multiplicité des discours et des programmes complémentaires, dès fois contradictoires, et même jusqu'à présent une définition précise et unanime n'a été reconnue.

Avant de présenter les définitions proposées par différents auteurs, il est nécessaire de définir les deux termes composant l'objet de notre étude : le « développement » et le « local ».

1- Clarification de certaines notions

- La notion de développement

Ce terme a connu sa popularité à la fin de la seconde guerre mondiale avec le réveil sur le plan international des pays du Tiers-monde. Le développement se caractérise par l'amélioration des conditions de vie de la population d'un pays afin d'accroître le bien-être de cette population donnée. Cette notion n'est pas synonyme de la notion macro-économique de « croissance ». En effet, un accroissement quantitatif des richesses d'un pays n'implique pas automatiquement une amélioration des conditions de vie de ses habitants. C'est un processus de transformation des structures démographiques, économiques et sociales (industrialisation, urbanisation, salarisation...) d'un territoire qui accompagne la croissance dans une évolution à long terme. Il est aussi utilisé pour décrire des projets, des pratiques dont le cadre est infranational (régional, départemental, intercommunal...).

- La notion de local

Le « local » repose sur la notion de territoire. Les notions de territoires prêtent particulièrement à confusion. La définition de la notion de territoire nous amène à nous poser les questions suivantes : s'agit-il d'une zone délimitée par des frontières administratives et politiques (ville, commune, province, région...) ou d'une zone géographique déterminée par la composition du milieu

(montagne, vallée...), ou encore un espace pertinent pour la mise en oeuvre de la gouvernance et des politiques publiques ?

La complexité de la définition à proposer nous amène à considérer les définitions élaborées par les auteurs suivants :

- Bernard PECQUEUR a défini le terme de territoires pour qualifier ces espaces dans lesquels existent des synergies ; ces lieux où se développent une prise de conscience collective d'une unité et d'une cohérence. Les espaces qui adoptent des démarches de développement local exigent un lien social dense qui permet de témoigner d'une volonté de vie en commun et d'élaborer en conséquence des stratégies collectives de développement.³⁹
- Selon Georges GONTCHAROFF, ancien directeur de la revue Territoires, la notion de territoire repose sur la recherche de l'espace optimal pour mener une action publique "descendante", volontariste, et à une réflexion de type autogestionnaire, mais aussi de conduire un projet "ascendant" de développement, lié à une mobilisation sociale⁴⁰.
- L'OCDE a pris la place des entreprises pour définir cette notion: « le niveau local est l'environnement immédiat dans lequel la plupart des entreprises – et en particulier les petites – se créent et se développent, trouvent des services et des ressources, dont dépend leur dynamisme et dans lequel elles se raccordent à des réseaux d'échange d'information et de relations techniques ou commerciales... Le niveau local, c'est-à-dire une communauté d'acteurs publics et privés, offre un potentiel de ressources humaines, financières et physiques, d'infrastructures éducatives et institutionnelles dont la mobilisation et la valorisation engendrent des idées et des projets de développement »⁴¹.

Ainsi, on peut soustraire de ces définitions que la notion de territoire implique une construction collective, basée sur la valorisation des ressources locales et la maîtrise des différents systèmes de relations en présence, et la coopération de l'ensemble des acteurs (entités Administratives, politiques, non gouvernementales... à différentes échelles), c'est un processus multidimensionnel, qui concerne toutes les composantes de la société locale, qui se déroule à long terme et dans un espace qui se construit.

Le développement local est celui qui s'exprime sur un territoire donné : le niveau local.

L'illustration ci-après nous montre les aspects de cette dynamique locale dans un territoire donné : les pays en développement.

³⁹ Bernard PECQUEUR, « Le tournant territorial de l'économie global ».13 pages

⁴⁰ Alain LIPIETZ, « Du développement local au développement durable limites d'une pratique, perspectives de deux idéologies », Revue Territoires n° 431, Octobre 2002, <http://lipietz.net>.

⁴¹ « Capital humain et capital social » : Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), Ecoles et entreprises : un nouveau partenariat, OCDE, 1992

- Illustration

Le concept de développement local est aussi appelé "développement à la base" et est prôné dans les pays en développement en complément des mesures macroéconomiques et des grands projets pour atteindre ainsi un développement durable (à long terme). Dans ces pays, le développement local repose sur des actions mobilisant les initiatives locales au niveau des petites collectivités et des habitants eux-mêmes, éventuellement avec une aide technique ou financière extérieure.

Exemples :

- Mini-infrastructures : creusement de puits, installation de cellules solaires pour alimenter un village, création d'une école...
- mise en place de micro-coopératives ou d'associations de micro crédit
- initiative de certains habitants à titre personnel ou familial au niveau d'exploitations agricoles, commerciales, artisanales, tirant partie des ressources et du marché local

Eu égard de la notion de « développement » et « local », il nous faut désormais définir le « développement local » dans ses caractéristiques, ses objectifs...

2- Les définitions du développement local

Les définitions suivantes du développement local nous montrent que le développement local comporte une dimension territoriale, s'appuie sur une force endogène. Il réclame une volonté de concertation et la mise en place de mécanismes de partenariat et de réseaux. Il intègre des dimensions sociales aussi bien qu'économiques, et surtout qu'il implique une stratégie participative et une responsabilisation des citoyens envers la collectivité.

- Xavier GREFFE, professeur à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne et spécialiste en Economie Publique (1984): « c'est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. C'est un produit des efforts de la population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses composantes économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active »⁴².

Cette définition nous montre que le développement local est un processus qui passe par une dynamique endogène (mise en valeur des spécificités et ressources locales) mais c'est l'expression d'une solidarité humaine créatrice de nouvelles relations sociales et de la volonté des habitants d'un

⁴² Direction suisse pour le développement et la Coopération (DDC), Conférence Permanente des Villes et des Municipalités «Pour une citoyenneté plus participative », 2004, 11 pages, Horizon Local 1996-99, <http://www.skgo.org>

territoire à mettre en place un développement socio-économique harmonieux.

Le processus de développement local peut être une démarche de sortie de crise conjoncturelle. Initié par généralement par les acteurs locaux, il prend comme instrument principal les ressources existantes dans son territoire afin d'aboutir à un bien-être de la population considérée.

- P. TEISSERENC, enseignant à l'Université Paris-Nord déduit que c'est un processus de transformation du système social local capable d'apporter une réponse conjoncturelle à la crise et à puiser dans son environnement les ressources indispensables à sa réussite⁴³.
- Un chargé de mission auprès du Comité de Liaison des Bassins d'emploi – CLCBE a intensifié la définition de TEISSERENC : "C'est une démarche volontaire d'acteurs se réunissant sur un territoire à taille humaine pour envisager l'avenir de leur territoire. Cela en perspective avec d'autres niveaux d'administration et d'autres échelons politiques de la nation. C'est une vision du local dans le global, qui voit le territoire comme un système en relation avec d'autres systèmes et d'autres acteurs. Les acteurs oeuvrent à l'amélioration des conditions de vie de leur territoire, ce qui passe, notamment, par le développement et l'emploi."⁴⁴

Cette dynamique locale dans chaque territoire constitue un mouvement d'ensemble pour atteindre le développement dans tous les domaines de tout un pays. En effet, l'utilisation optimale et la valorisation des ressources de chaque territoire génèrent des plus-values contributives à ce développement.

- Un chargé de mission auprès de Mairie-Conseil: "Le développement local est la contribution qu'un petit territoire apporte au mouvement général du développement, en termes de plus-value économique, sociale, culturelle, spatiale. C'est un produit de nature globale instrumenté par le projet de territoire d'une équipe, articulé autour d'initiatives économiques et écologiques."⁴⁵
- États généraux des Pays, Mâcon, juin 1982 : Il doit commencer au niveau local et se propager au niveau supérieur. Il doit valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui occupent ce territoire. Il doit être global et multidimensionnel, recomposant ainsi les logiques sectorielles.⁴⁶

⁴³ Paul PREVOST, « Le développement local : Contexte et définition », Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke (IRECUS), 30pages.

⁴⁴ Paul PREVOST, « Le développement local : Contexte et définition », Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke (IRECUS), 30pages.

⁴⁵ Le développement local : www.globenet.org

⁴⁶ Katalyn KOLOSZY, « Le développement local:réflexion pour une définition théorique du concept », Horizon Local 1997, [http:// www.globenet.org/horizon-local](http://www.globenet.org/horizon-local)

Ainsi, le développement local est un processus émergent et endogène d'accroissement durable du bien-être d'une communauté. Il offre une base conceptuelle et pratique suffisamment riche pour appuyer la formulation de stratégies novatrices et bien adaptées de la part des communautés locales. Il valorise l'entrepreneuriat et les PME locales privées ou collective comme source de créations d'emplois, l'adoption d'une démarche entrepreneuriale de la part des principaux intéressés et l'adoption du partenariat pour mobiliser les énergies et les ressources. Il implique un changement dans la culture du développement.

B- Le développement local et ses enjeux

Afin de permettre un développement rapide, la meilleure solution est de toucher les points concernés. Ainsi, la décentralisation n'est pas une fin en soi mais une étape avant que chaque localité puisse réellement s'épanouir. Le développement local possède des enjeux énormes en matière de développement durable. Si la mise en place de la structure institutionnelle est bien maîtrisée, le développement local ne sera plus un terme vide de sens mais se définira par des changements sociaux et économiques. Ces enjeux constituent l'objet d'une présentation.

1- Un enjeu social : la cohésion sociale

Rappelons qu'un développement local est la mise en commun des efforts de plusieurs acteurs concernés. C'est cette solidarité et cette complémentarité qui nous amène à parler de cohésion sociale.

- L'importance du développement local pour une société

Le développement local est source de solidarité et d'entraide, source d'une cohésion sociale qui s'oppose à la fracture sociale qui existe dans certains pays du fait de divergences culturelles ou politiques. En effet, les territoires, les régions, et les collectivités locales deviennent eux-mêmes des éléments structurants de l'économie et de la société avec leur diversité et leurs multiples dimensions.

La base est donc l'émergence des initiatives locales qui se traduit par des actions collectives en vue de leurs mises en œuvre et de leurs réalisations. Ces initiatives prennent la forme de projets de développement associant ainsi plusieurs acteurs. Etant donné que chaque individu ne travaille pas isolément, ils forment alors ce qu'on appelle des coopératives sociales ou tout simplement des organisations communautaires dans lesquelles ils rassemblent leur force pour mettre en œuvre les projets. C'est la forme idéale d'une cohésion sociale car ils vont aussi travailler en étroite

collaboration avec les autorités et les financiers.⁴⁷

La promotion d'organisation représentative du local se fait par une création des conditions pour une participation plus active des citoyens à la vie politique locale ainsi qu'à la vie publique au niveau local, encourageant ainsi la participation des jeunes, des femmes, des minorités ainsi que des défavorisés. Chacun va exprimer ses propres besoins et les gens ont généralement intérêt à ne pas gâcher leur propre territoire. Ils doivent avoir la conscience d'un avenir partagé et constitueront de ce fait des catalyseurs des potentialités locales.

- Appréciation de la cohésion sociale

La cohésion sociale est visible sous différents aspects. Déjà, la réussite d'un développement local repose dans le fait qu'il permet un réseau de relations de complémentarité. Cette complémentarité peut exister aussi bien au sein d'un noyau comme la famille que dans un tout homogène tel que les syndicats. En effet, il existe un tissu social qui se forme spontanément au sein d'un territoire permettant de gérer certains risques encourus par les individus d'une société tels que le chômage, la maladie ou bien la pauvreté. La mise en place des institutions locales, des réseaux d'affaires, des capitaux de démarrage, etc... n'est que le reflet de la volonté communautaire de se prendre en main, de former un tout cohérent et d'instaurer un environnement favorable à la pérennité du développement local⁴⁸.

Ainsi, la cohésion sociale se traduit par des groupements de tous les acteurs mettant en oeuvre souvent des actions de loisirs, de culture, de protection de l'environnement, ou de santé. Mais certains de ces groupements ont aussi intégré dans leur champ d'action l'emploi et la réinsertion des travailleurs exclus, la création d'entreprises communautaires ou d'entreprises sociale, ou de travail autonome, etc... L'ensemble dans un but de bien-être des hommes.

2- Un enjeu microéconomique : l'amélioration du niveau de vie

Dans cette partie, nous allons remarquer que la revalorisation du local est en cohérence avec un système de production et des entreprises, et aussi que les programmes de développement local sont désormais axés sur la création d'emplois et de l'augmentation des revenus afin d'améliorer le niveau de vie des populations. D'ailleurs, une définition qu'on peut donner à « l'initiative locale »,

⁴⁷ « Développement local : être un partenaire de progrès », Rapport sociétal et environnemental de développement local, 2005

⁴⁸ Benoît LEVESQUE, « Le développement local et l'économie sociale : deux éléments incontournables du nouvel environnement social » « UQAM, Horizon Local 1997-2001, [http:// :www.globenet.org/horizon local](http://www.globenet.org/horizon%20local)

Problématique du développement à Madagascar

dans une région bien délimitée, est l'ensemble des interventions des différents acteurs dans le but de favoriser l'emploi et les revenus dans la région.

- Amélioration du niveau de vie : le but final de tout développement local

La réalisation de la politique de développement locale tient donc dans le fait qu'il promu la création d'entreprises dans les localités considérée. En effet, étant donné qu'on parle maintenant de gouvernance locale, les entrepreneurs locaux prennent aussi à part cette gestion des affaires locales par le biais de la présence de leurs entreprises. L'échelon local, rappelons le, est le cadre idéal pour l'épanouissement des petites et moyennes entreprises (PME). Et la présence de celles-ci améliore le niveau de vie de la population environnante.

La politique locale de développement local, en promouvant la création et l'épanouissement des PME, crée des emplois pour la population faisant augmenter le revenu moyen des ménages dans la localité. Cela ne peut se traduire que par l'amélioration du bien être de la population locale.

L'enjeu est donc énorme car, cela peut former un cercle vertueux au niveau des CTD. Pour qu'une CTD soit autonome, il faut qu'elle reçoive un minimum de ressources. Ainsi, la présence des PME dans sa localité accroît déjà la fiscalité locale ainsi que les redevances. Etant donné que la population locale a pu améliorer son niveau de vie, elle peut dans ce cas payer leur part d'impôt au niveau de leur région, ce qui permettrait à celle-ci d'offrir une meilleure qualité de service et, pourquoi pas, de financer certains projets de développement local⁴⁹.

- PME et développement local

Les PME font vivre la société. En effet, un PME, par définition, produit des biens ou des services à des fins de profit. Pour cela, elle est obligée de transformer des inputs tels que la coopération, la participation, la créativité, l'imagination, le dynamisme, l'engagement au travail, le capital social, la formation et la compétence, l'environnement, etc. Il en sortira ensuite des outputs tels que l'emploi, l'équité salariale, la santé, la qualité de la vie, la sécurité, le développement local, etc. Ainsi, outre les biens et les services qu'elles produisent, les PME génèrent des emplois et créent la majorité des nouveaux emplois enregistrés. A titre de remarque, la part des PME dans les investissements et exportations est toujours en croissance, tel que les plus dynamiques sont celles qui innovent en utilisant les technologies appropriées. Autrement dit, elles contribuent au développement économique, affectent aussi bien la qualité de vie des travailleurs que celle des citoyens environnants. En outre, la coopération des PME locales entre elles et avec leur milieu

⁴⁹Alain CAPIEZ, Collectivités locales, Entreprise et Développement local, Rencontres internationales –démocratie et management local, mai 2003, 20p

constituerait des réseaux d'acteurs multiples⁵⁰.

Ainsi, à part l'aptitude du local à générer un tissu de nouvelles entreprises, d'autres facteurs déterminent aussi le développement de tout un espace habité pour qu'il profite au plus grand nombre. Ils s'agissent entre autres de son aptitude à identifier et à valoriser ses ressources, à innover, à susciter des initiatives locales. Ceux-ci nous conduisent à ce qu'on appelle dynamique territoriale.

3- Un enjeu macroéconomique : la dynamique territoriale

- Une tentative de définition de la dynamique territoriale

La population d'un même territoire œuvre dans le même sens : celui de développer sa localité. Pour cela, des projets sont mis en œuvre par les organismes adaptés avec les habitants. La dynamique territoriale se conçoit donc par un enchaînement de causes à effets entre les divers acteurs d'abord, et entre les divers niveaux de territoire ensuite⁵¹.

Tout projet de développement local met en jeu des acteurs qui doivent travailler en synergie pour son aboutissement. Cette synergie peut se voir à travers des partenariats. En effet, le développement local valorise l'adoption résolue du partenariat pour mobiliser les ressources. On peut par exemple citer le partenariat public-privé comme l'appui des PME par l'Etat, ou la coopération élus-habitants. En effet, comme nous venons de voir, leur intérêt converge vers le même objectif, ils doivent s'entraider. Toutes ces formes de partenariats induisent des externalités positives dans l'environnement immédiat aux projets, comme la confiance qui règne dans la société, ou le mouvement de dynamisme généralisé, qui ont des impacts sociaux non négligeables. Bref, l'existence de ces dynamiques qui existent dans les territoires mènera au développement national.

- Un exemple de partenariat

Les nouveaux organes politiques et administratifs créés dans le cadre de la décentralisation (régions, communes, ...) se voient confier la définition et la mise en œuvre de politiques locales de financement du développement et des activités économiques. La micro finance est sollicitée pour gérer les lignes de crédit des fonds de développement, au profit des membres de la communauté, mais en appliquant des règles de gestion garantissant sa durabilité : taux d'intérêt suffisant, suivi des remboursements, pénalités, ...ces partenariats entre micro finance et développement local se

⁵⁰ André JOYAL, « PME et développement territorial », Université du Québec à Trois-Rivières, Les presses Inter Universitaires, Horizon Local 1996-99, [http:// :www.globenet.org/horizon local](http://www.globenet.org/horizon%20local)

⁵¹ Bernard VACHON, « Développement régional et dynamique territoriale », Département de géographie, UQAM, Québec, Château Frontenac, 22 mars 2002, 11 pages, Horizon Local 1997-2001, [http:// :www.globenet.org/horizon local](http://www.globenet.org/horizon%20local)

développent dans de nombreuses zones rurales. En effet, ces partenariats permettent par exemple des financements de longue durée, ce qui est favorable au financement des infrastructures dans une démarche de développement durable du seul fait que la charge de remboursement est répartie sur plusieurs générations d'utilisateurs⁵².

- Quelques déterminants du développement local

Le véritable enjeu du développement local n'est autre que l'implantation de grands projets au niveau des localités dont les effets positifs feront ensuite tâche d'huile. En effet, les entrepreneurs qu'ils soient malgaches ou étrangers, doivent se plier aux conditions des autorités s'ils veulent s'ingérer dans la vie d'une localité donnée. Ces conditions vont du nombre d'emplois créés, du niveau moyen de salaire, du respect de l'environnement immédiat et de l'environnement en général, les aides sociales en faveur de l'éducation ou de la santé de la population... Ainsi, l'Etat joue un grand rôle dans la valorisation de ses régions afin d'attirer les investisseurs potentiels, car c'est un enjeu énorme pour le développement des CTD.

Par ailleurs, le choix des domaines d'activités est très important pour permettre l'augmentation des revenus ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations.

CHAPITRE II : SUGGESTIONS POUR LA REALISATION DU DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR

Le terme de développement implique certains changements au niveau social, territorial et institutionnel même. Ces changements engendrés par des politiques de développement font l'évolution du pays, ce qui nous amène à étudier les différents aménagements qui ont été effectués.

⁵² « Développement local : être un partenaire de progrès », Rapport sociétal et environnemental de développement local, 2005

A- Politique sectorielle

1- Politique sociale

Le social se traduit par l'humain et l'aménagement englobe l'éducation, la santé, la sécurité, la nutrition voir les différents déplacements que la population effectue et même l'environnement.

a- Sur le plan sanitaire

L'état de santé est un élément essentiel du bien être de la population. Les indicateurs de santé sont des éléments qui permettent d'apprécier le niveau de développement économique et social d'un pays. La redynamisation du système basé sur les districts sanitaires a permis la mise à disposition des moyens humains et donné lieu à un impact notable sur le taux d'accès aux structures sanitaires grâce à une meilleure articulation des efforts avec les secteurs liés à la santé.

Le programme d'action est focalisé sur :

- La promotion de la santé de la mère et de l'enfant
- Le renforcement de la lutte contre les maladies transmissibles
- L'intensification de la lutte contre la malnutrition
- Le renforcement de la lutte contre les maladies non transmissibles.

En sachant que la santé est liée à l'éducation, il suffit d'améliorer le niveau de formation des praticiens. Il s'agit alors d'une remise en cause de l'existant puisque les orientations stratégiques décrites dans le DSRP portent sur l'ensemble du système, de l'amélioration des infrastructures jusqu'à l'organisation du réseau de centre de soins et aussi la réforme du financement du système.

Toutefois, la notion de nutrition est aussi liée de près avec la santé puisqu'une malnutrition entraîne une mauvaise santé, il faudrait donc subvenir à ce problème de malnutrition. Il faut alors intensifier la lutte contre la malnutrition en renforçant la coordination des interventions et des ressources, en assurant les activités de suivi et d'évaluation de la situation institutionnelle.

b- Sur le plan de l'éducation

L'éducation représente un investissement à long terme dans la productivité des individus. La mise en place de façon progressive d'une éducation fondamentale constitue l'un des points forts de la réforme actuelle du système éducatif malgache. Le programme d'amélioration de l'éducation et

Problématique du développement à Madagascar

de la formation vise à améliorer l'apprentissage et la qualité de l'enseignement, à renforcer graduellement l'expansion. Cette expansion et réforme concernant l'enseignement supérieur permettra de créer des Instituts de recherche et universitaires régionaux. L'enseignement supérieur visera à assurer des formations répondant au marché de l'emploi.

Il faudrait donc assurer l'égalité d'accès à l'éducation, améliorer la qualité de l'enseignement.

En effet, l'éducation est un élément dans la stratégie de réduction de la pauvreté puisque les expériences acquises dans les premières années de la vie sont déterminantes pour la croissance et le développement futur de tous les potentiels d'un individu. C'est donc une étape fondamentale dans la découverte des règles sociales, par la même cette période conditionne le développement futur de sa communauté, voir de sa nation.

c- Sur le plan de l'environnement

La nature malgache est une richesse mondiale, le développement du monde rural et sa sortie de la pauvreté sont indissociables de la conservation du capital unique que constitue la biodiversité malgache. La gestion de l'environnement ne peut-être traitée séparément du développement, elle dépasse largement le cadre des institutions responsables de l'environnement par une intégration totale dans tous les domaines. L'ensemble des actions de développement est désormais formulé et suivi en prenant en compte la dimension environnementale.

Il faut donc une gestion durable des ressources naturelles entre autre sauvegarder les écosystèmes et les espèces menacées, intégrer des parcs marins dans le système actuel de parcs de réserves; assainir l'environnement en le reboisant, en donnant une place importante aux forêts.

Les programmes de mise en œuvre du DSRP concernant cette gestion durable viseront à sauvegarder et valoriser l'environnement et la biodiversité unique de Madagascar en :

- Conservant l'importance et les qualités des ressources naturelles pour permettre une croissance économique durable et une meilleure qualité de vie.
- Assurant les besoins économiques et de la population en ressources Forestières, sol et eau.

d- Du point de vue des divers déplacements

Il est des traces que l'on ne peut effacer et qui raconte le passé d'un pays, c'est son histoire. Madagascar fait partie de ces terres marquées par des événements mais aussi par le passage de peuples qui, selon leur provenance, ont à leur tour modifié le paysage malgache.

Il est acquis que les premiers habitants de l'île furent des « Vazimba» puis se succédèrent les

étrangers découvrant le pays en prenant possession. Cette venue massive d'étrangers dans l'île est une émigration constituant une évolution de la race du peuple de l'île. Il advient donc de dire que les phénomènes de migrations constituent une réforme au sein du peuple de la grande île. Diverses races composent alors le pays suite à l'arrivée des arabes et des malaisiens à part les autres et ont façonnés les traits caractéristiques propres aux malgaches.

Tout déplacement humain que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays est une réforme sur le plan humain puisque le pays est peuplé de gens différents. Ce sont ces déplacements humains qui nous conduisent à voir les politiques territoriales.

2- Politique territoriale

En parlant d'aménagement territorial, on parle de la restauration des infrastructures existantes, de la ville ou bien du territoire même. L'insuffisance des infrastructures économiques diminue les performances en matière de croissance économique, d'allocations des ressources et de la réduction de la pauvreté

La création et le développement des infrastructures économiques constituent la première priorité du pays. Il faut donc améliorer physiquement les infrastructures comme la nouvelle construction ou aménagement ou entretien de la réhabilitation des infrastructures existantes. De plus, il faut rationaliser leur gestion avec un confort et une sécurité accrue, ceci afin d'atteindre un développement économique durable pour le pays.

Le renouvellement de ces infrastructures (routes, transports...) vont servir à désenclaver les zones rurales, à définir la mise en œuvre des politiques de transports routiers. En matière routière, il faut améliorer la qualité de services ainsi que le niveau de sécurité des transports routiers. Concernant le transport ferroviaire, il faut réhabiliter les lignes de chemins de fer puisqu'elles permettent la communication entre la population et aussi les marchandises (redéfinition du réseau Tananarive- Côte Est/ Fianarantsoa- Côte Est)

Au niveau transport, on peut dire que ceux-ci sont complémentaires puisque tout aménagement est considéré apparente et coordonnée entre eux (cas du chemin de fer et du réseau fluvial, ces du réseau ferroviaire et du réseau aérien)

Au niveau des télécommunications et postes, il faut améliorer les TIC c'est-à-dire consacrer des efforts particuliers afin de les vulgariser car la communication joue un rôle dans le développement. De plus, les TIC doivent être utilisées comme force motrice dans le processus de

Problématique du développement à Madagascar

développement rapide. Une promotion du TIC sera alors renforcée par le partenariat public privé ou national- international qui détient une place importante à développer.

Concernant l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, des plans d'aménagement régionaux seront élaborés ainsi que des plans d'urbanisme directeur des chefs lieux de province et des principales villes. Il sera élaboré des plans d'urbanisme des infrastructures et services urbains, des zones de haute potentialité et des zones à risques comme les aménagements pour la protection contre les inondations.

Au niveau des villes, l'amélioration des déplacements urbains et l'expansion des marchés ainsi que les systèmes d'assainissement sont à voir et à reconsidérer.

L'aménagement territorial alors concerne tout le domaine des infrastructures existantes et structurantes du pays qui doivent être considérés au mieux afin que le développement durable existe au sein du pays.

Tout aménagement ressort du domaine des institutions que ce soit humain ou territorial, il s'appuie toujours sur les institutions? Qu'en est-il de l'aménagement institutionnel?

B- Réforme institutionnelle

Dans un processus de développement recherchant une croissance à long terme, un équilibre macroéconomique et un renforcement de la capacité institutionnelle sont les bases d'une structure administrative performante. Une orientation des actions vers l'amélioration de la gouvernance, moteur du développement économique et social; vers la réforme du service public; la restructuration des ministères et postes clés (santé, éducation). La modernisation de la gestion des finances publiques et l'établissement d'une justice crédible seront nécessaires afin de réaliser ce programme.

La restauration d'un Etat de droit et d'une société bien gouvernée regroupe un ensemble d'actions ayant trait au renouvellement, au renforcement et au développement d'un cadre institutionnel et de bonne gouvernance. L'Etat doit alors assurer son rôle de facilitateur et d'animateur de l'économie avec efficacité dans la transparence. Cette dernière traduit que la bonne gouvernance va de pair avec le développement et obéit aux principes de la transparence, la lutte contre la corruption, les responsabilisations.

Le gouvernement envisage de mettre en place une fonction publique transparente et efficace au service des citoyens. Cette réforme consiste en la restructuration des ministères et postes clés.

Problématique du développement à Madagascar

L'Etat s'est vu recentré son rôle impliquant ainsi une réforme au niveau de sa structure. Cette stratégie de réforme a été sur le fond (vocation et rôle) que sur la manière dont sera exécuté le service public. Les résultats de cette réforme sont l'opérationnalité et l'efficacité des services publics, la satisfaction des usagers, la motivation des agents.

Une rigueur dans la conduite des affaires publiques renforce la capacité de l'Etat à pourvoir les services essentiels et ainsi attire la confiance de ses citoyens et des investisseurs. En matière d'affaire publique, l'Etat doit contribuer à l'évolution du système financier car la stabilité macroéconomique est exigée en fonction de l'épargne intérieure et l'investissement, une épargne qui serait mobilisée. L'accès au financement bancaire par les entreprises et la mise en place d'un marché financier moderne contribue aussi à l'évolution du système financier.

Au niveau du système judiciaire, des séries de mesures seront mises en œuvre pour le renforcement du système et l'amélioration du fonctionnement de ces services publics rendus. Le système judiciaire doit renforcer la sécurité des peuples que le territoire.

Le cadre institutionnel joue un grand rôle dans le développement car un développement durable est ancré dans un processus faisant intervenir l'ensemble de la société.

Le document de stratégie de la réduction de la pauvreté définit les politiques ainsi que les voies et les moyens de leur mise en œuvre. Ces politiques sont conformes à la vision aux aspirations et orientations retenues par le pays et auxquels les instruments institutionnels et moyennes techniques doivent être cohérents.

CONCLUSION

De tels problèmes négligés au début par les autorités responsables revêtent aujourd'hui une importance majeure. Quand on se préoccupe des aspects humains, territoriaux et institutionnels du développement. Autrement dit, les difficultés Malgaches peuvent se résumer par le mot «non développement ». Mais Madagascar a une grande possibilité de se développer en accordant la priorité à l'éducation, à l'agriculture et au vrai rôle de l'Etat pour que le pays crée un cadre de vie agréable pour les citoyens et favorable à la croissance.

L'aménagement du milieu humain conditionne tout progrès social. La garantie des biens de départ (nutrition, santé, éducation) constitue le premier chaînon d'une politique soucieuse du bien être de l'homme. Viennent à titre complémentaire l'ajustement des différentes structures. Par la suite les fondements restent toujours très intéressants de nos jours pour le cas des pays pauvres, et en particuliers Madagascar.

Par ailleurs, le développement local est un but qui n'est pas forcément réalisable. Sous quelles conditions peut-on dire que telle localité est développée ? Doit-on tenir compte du facteur temps ? Doit-on parler d'autonomie ? Doit-on évoquer l'égalité ? Il est facile de dire que telle localité est développée par rapport à d'autres mais on ne peut parler de développement local. Son appréhension rejoindra alors celui du terme de développement durable, c'est-à-dire, un slogan, une devise, un but qui restera un idéal. La recherche de cet idéal nous conduit à des améliorations socio-économiques, qui restent les seuls faits dignes d'être appréciés comme étant des signes de développement.

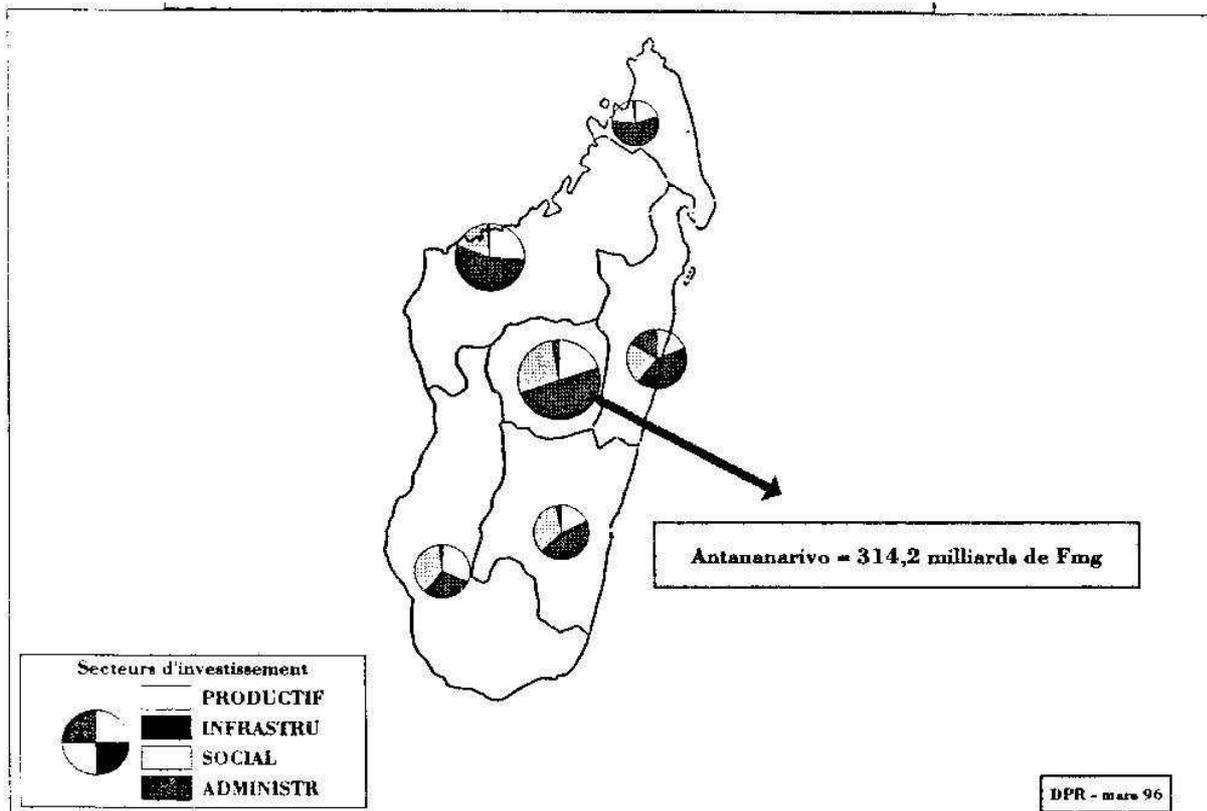
ANNEXES

Annexe 1 : Evolution des taux de croissances économiques

	1988-1990	1991-1996	1997-1999
Taux de croissance économique	3,5%	0,1%	4,1%
Taux de croissance de PIB par habitant	0,7%	- 2,7%	1,3%
Taux de croissance démographique	2,8%	2,8%	2,8%
Taux d'inflation	13,9%	24,0%	5,9%

Sources : DSRP, Juillet 2003

Annexe 2 : Répartition régionale et par secteur du PIP 1996 (Central exclus)



Source : Unicef : « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar » , République de Madagascar, 1994.

Annexe 3 : Part des Bailleurs de Fonds dans les décaissements PIP / 96 par province.

	<i>Tana</i>	<i>Antsirabe</i>	<i>Fiana/tsoa</i>	<i>Mahajanga</i>	<i>Toamasina</i>	<i>Tuléar</i>	<i>central</i>
JAPON	0	0	0	0	0	25.84	0.67
ALLEMAGNE	3.23	5.84	0	10.92	0.73	0.44	4.24
USA	1.63	7.97	5.95	0.61	8.87	2.06	15.77
FRANCE	18.57	8.21	9.59	5.24	10.11	6.63	3.91
FED	5.58	8.58	9.49	3.76	4.49	6.68	6.91
Autres bilatérales	5.92	2.40	9.19	2.83	14.75	3.01	7.37
autre multilatérales	11.78	3.81	5.89	1.60	1.80	12.52	1.33
BIRD	28.12	42.04	32	48.42	25.37	17.46	33.32
NATIONAL	22.08	10.05	24.3	22.21	33.2	21.28	12.4
Nations unies	3.04	3.59	2.52	6.60	2.81	2.20	5.02

Source : Unicef : « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994.

BIBLIOGRAPHIES

- ✓ « Capital humain et capital social » : Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), Ecoles et entreprises : un nouveau partenariat, OCDE, 1992
- ✓ « Développement local : être un partenaire de progrès » ; Rapport sociétal et environnemental de développement local ; 2005
- ✓ Alain CAPIEZ, Collectivités locales, Entreprises et développement local, Rencontres internationales Démocratie et management local, Mai 2003, 20p
- ✓ Alain LIPIETZ ; « Du développement local au développement durable limites d'une pratique, perspectives de deux idéologies » ; Revue Territoires n°431 ; Octobre 2002, <http://lipietz.net/>
- ✓ André JOYAL ; « PME et développement territorial » ; Université du Québec à Trois-Rivières, Les presses Inter Universitaires ; Horizon Local 1996-99, <http://www.globenet.org/horizon-local/>
- ✓ Benoît LÉVESQUE ; « Le développement local et l'économie sociale: deux éléments incontournables du nouvel environnement sociale » ; UQAM, Horizon Local 1997 – 2001, <http://www.globenet.org/horizon-local/>
- ✓ Bernard VACHON ; « Développement régional et dynamique territoriale » ; Département de géographie, UQAM ; Québec, Château Frontenac, 22 mars 2002, 11 pages, Horizon Local 1997 – 2001, <http://www.globenet.org/horizon-local/>
- ✓ Bernard PECQUEUR, Le Tournant territorial de l'économie global, 13p
- ✓ Direction suisse pour le Développement et la Coopération (DDC) ; Conférence Permanente des Villes et des Municipalités « Pour une citoyenneté plus participative » ; 2004, <http://www.skgo.org>
- ✓ Dossier spécial : « Les groupements d'artisans, une véritable dynamique locale » ; Société Coopérative Artisanale à Capital Variable SARL.
- ✓ Document Stratégie pour la réduction de la Pauvreté (DSRP), Juillet 2003.
- ✓ Direction sociale du plan, Direction de la Planification Régionale, « Image régionale de l'économie Malgache », Juin 1996.
- ✓ J.M Albertine « Les mécanismes du sous développement », Edition Economie et humanisme, Paris.
- ✓ Katalyn KOLOSZY ; « Le développement local: réflexion pour une définition théorique du concept », Horizon Local 1997, <http://www.globenet.org/horizon-local/>

- ✓ Le développement local : www.un.org 2002
- ✓ Paul PREVOST ; « Le développement local : Contexte et définition » ; Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke (IRECUS) ; 30 pages.
- ✓ P.A.S : Programme d'Ajustement Structures.
- ✓ Unicef, « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », République de Madagascar, 1994.
- ✓ Y. GAUFFRAUX, « Gestion économique », Edition Foucher, Paris 1997.

Titre : Problématique de développement à Madagascar

Nom et prénoms : RASOLOFO Harimalala Sylvianne

Tableaux : 2

Graphiques : 1

Nombre de page : 42

Résumé :

L'économie de développement fait appel à des outils non plus théoriques mais pratiques afin de toucher le cœur des développements censés dynamiser les facteurs de production nationale. Les problématiques de développement à Madagascar sont surtout la persistance de l'inflation et l'allocation optimale et efficace des ressources.

Pour remédier à cela, les politiques doivent être axées sur les reformes tant au niveau sectoriel, macroéconomique mais également au niveau du rôle de l'Etat.

Mots clés : développement local, inflation, allocation optimale et efficace des ressources, problématique du développement.

Encadreur : Monsieur ANDRIAMANDRAINIRINA Stéphane

Adresse de l'auteur : Près Lot II N 174 N Ter Analamahitsy